

Pays: Suède

Commission: Sommet sur la coopération entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest

Problématique: Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?

La Suède est un pays nordique d'Europe du Nord, caractérisé par un haut niveau de développement humain, une économie innovante et une forte orientation vers l'égalité sociale et la durabilité environnementale. Depuis 2022, le pays est dirigé par Ulf Kristersson, chef du parti Modéré (droite), à la tête d'une coalition rassemblant les Modérés, les Chrétiens-démocrates et les Libéraux. Son arrivée au pouvoir marque une nouvelle orientation dans la politique suédoise.

Le gouvernement de Kristersson, qui compte en 2026 sa dernière année d'un mandat de quatre ans, vise « mettre en œuvre des réformes qui résolvent les principaux problèmes sociaux que connaît la Suède » dans des domaines tels que la criminalité, la migration, l'intégration, l'économie, l'école, les soins de santé, l'énergie et le climat. Ainsi la politique migratoire a été durcie, la lutte contre la criminalité s'est traduite par la mise en place de « zones de contrôle » et en matière énergétique, on a vu une relance du nucléaire. Sur le plan international, Stockholm a accru de manière significative son soutien militaire et civil à l'Ukraine depuis l'invasion russe

Membre de l'Union européenne depuis 1995, la Suède n'a pas adopté l'euro. En 2003, un référendum a rejeté l'adhésion à la monnaie unique. Le pays défend néanmoins au sein de l'Union une économie ouverte, le libre-échange et la transition vers une énergie verte afin de renforcer sa compétitivité. La question économique mais aussi la stabilité de l'UE sont donc fondamentales pour la Suède puisque comme évoquent les statistiques, 70 % de son commerce s'effectue au sein du marché unique européen

Parallèlement, l'Afrique de l'Ouest fait face d'autre part à une crise multidimensionnelle, qui va de la société, jusqu'aux fondements économiques et politiques. Pour répondre à ces défis, la région peut nécessiter un soutien international que l'UE est en capacité de rendre. Or l'UE et ses États membres doivent eux-mêmes également affronter des problèmes internes à échelle internationale, régionale et nationale, en matière de dette publique, de gestion migratoire, ou encore ceux liés aux pressions géopolitiques internationales.

La Suède doit gérer aujourd'hui, juste au sein du pays, une transformation stratégique majeure à cause de sa récente adhésion à l'OTAN, une vulnérabilité économique liée au contexte international et une montée de la criminalité organisée. Dans ce contexte, ces relations avec l'Afrique de l'Ouest sont influencées, non seulement par des facteurs historiques mais aussi économiques et politiques.

En effet, après une courte période coloniale vers le XVIIe siècle, lors de l'installation de comptoirs suédois sur la Côte de l'Or dans l'actuelle région sud-est du Ghana, ces liens ont commencé à se redéfinir selon les valeurs démocratiques dès la moitié de XXe siècle.

Au cours des dernières décennies, la Suède a entretenu une coopération active avec l'Afrique de l'Ouest dans plusieurs domaines:

Sur le plan sécuritaire, par exemple, elle a joué un rôle important lors de la Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), de 2013 à 2023, en apportant des capacités rares et hautement spécialisées en matière de renseignement, de forces spéciales et de transport aérien tactique. De plus, la Suède a participé à l'initiative européenne Task Force Takuba, mise en place afin d'accompagner les forces maliennes dans la lutte contre les groupes armés djihadistes en 2022.

Au-delà de l'action militaire, Stockholm s'est engagée dans la construction de la paix. Par l'intermédiaire de l'Académie Folke Bernadotte (FBA), organisme gouvernemental spécialisé dans la gestion civile des crises fondé en 2002, le pays a développé une politique de prévention des conflits et de réforme institutionnelle, qui consiste à la mise en place d'une formation de responsables civils, militaires et administratifs ouest-africains dans des domaines tels que la réforme du secteur de la sécurité, la gouvernance démocratique, la médiation et la gestion des conflits et la participation des femmes aux processus de paix

En plus de son engagement sécuritaire et diplomatique, la Suède a mené une politique ambitieuse de coopération au développement en Afrique de l'Ouest, principalement portée par l'Agence Suédoise de coopération Internationale au Développement (SIDA). Acteur central dans la coopération depuis 2004, elle vise l'amélioration des conditions de vie des populations vivant dans la pauvreté et sous l'oppression à travers le monde en élaborant la stratégie, gérant les financements et assurant le suivi et l'évaluation des opérations. Cet organisme gouvernemental collabore notamment avec la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), des acteurs de la société civile comme le West Africa Network for Peacebuilding (WANEP), des universités...

Néanmoins, au jour actuel, les diverses pressions exercées par le contexte politique et économique en Europe, ont impulsé la Suède à réorienter certaines de ces priorités. En effet, le 4 décembre 2025, le gouvernement suédois de Kristersson a décidé de mettre fin progressivement aux stratégies diplomatiques bilatérales par notamment la fermeture des ambassades de la Suède au Libéria (et d'autres pays d'Afrique et d'Amérique Latine) au plus tard le 31 août 2026 et de réduire le budget globale de l'aide humanitaire. Cette politique vise à rediriger ce soutien économique vers l'Ukraine, qui, depuis l'invasion russe de janvier 2022, reste un enjeu géopolitique majeur en Europe. Environ 2 milliards de couronnes suédoises (190 millions d'euros), qui auraient dû être alloués à ces pays, seront ainsi redirigées vers l'Etat belligérant ukrainien. « Nous avons le devoir et l'obligation de soutenir l'Ukraine. L'argent doit bien venir de quelque part pour que le budget reste équilibré », a déclaré le ministre de la Coopération internationale au développement et du Commerce extérieur, Benjamin Dousa.

Malgré ce rationnement budgétaire la SIDA précise que l'aide humanitaire ne sera pas affectée, l'agence continuera de mettre en œuvre ses programmes et la diplomatie ne sera donc pas coupée. Une réunion récente (3 février 2026) entre la Suède et la Commission de la CEDEAO a d'ailleurs souligné l'importance de la coopération régionale et de la coordination institutionnelle pour notamment promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre comme moteur de développement, de paix et de stabilité en Afrique de l'Ouest.

Ainsi, la Suède cherche à renforcer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines, tout en prenant en compte et privilégiant la réponse aux défis européens et suédois.